

Monsieur le Président, les gens de ma circonscription que j'ai rencontrés la fin de semaine dernière sont satisfaits et enthousiastes du geste posé par notre gouvernement. Cette entente généreuse de 1.6 milliard sur cinq ans met fin à une impasse de plusieurs mois parce que l'administration libérale précédente refusait de reconnaître au Québec la pleine juridiction de son développement économique. Par cette signature historique entre les deux gouvernements prend fin une ère de confrontation entretenue par le gouvernement libéral précédent à l'égard du Québec. Cette entente reconnaît au Québec la maîtrise de son développement et constitue une illustration concrète du rapprochement et de la bonne entente qui existent dans les relations fédérales-provinciales actuelles.

Monsieur le Président, durant la dernière campagne électorale, notre parti s'était engagé à développer un fédéralisme coopératif et le présent accord en constitue une volonté très évidente.

\* \* \*

[Traduction]

### LE DÉSARMEMENT

LA POSITION DU CANADA À L'ÉGARD DU PROJET DES ÉTATS-UNIS DE SE LANCER DANS LA GUERRE DES ÉTOILES

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry):** Monsieur le Président, au cours de la fin de semaine, les Canadiens ont eu droit à bien des boniments, fort troublants d'ailleurs, de la part de deux importants ministres du gouvernement. La première déclaration incroyable à laquelle ils ont eu droit est celle du secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) qui a dit que le gouvernement ne s'opposerait plus déronavant au projet du président Reagan de se lancer dans la «guerre des étoiles». Il prend le contre-pied de la position qu'ont toujours adoptée les gouvernements canadiens, celle-là même à laquelle il souscrivait lui-même encore dernièrement. Mieux, notre ambassadeur au désarmement a déclaré récemment dans un discours que le Canada s'était donné pour but aux Nations Unies d'encourager les pourparlers visant à interdire la militarisation de l'espace.

Les Canadiens ont également eu droit à un triste spectacle de la part du ministre de la Défense nationale (M. Coates) qui a ridiculisé les milliers de Canadiens qui font partie du mouvement pour la paix. Pourtant, ce mouvement bénéficie de vastes appuis partout au Canada, car il compte dans ses rangs d'éminentes personnalités, notamment 34 personnes décorées de l'Ordre du Canada, d'ex-moderateurs de l'Église Unie, huit présidents d'université et bien d'autres Canadiens distingués.

Ces déclarations montrent indiscutablement que le gouvernement ne s'intéresse pas à la paix dans le monde et au Canada même. Je demande instamment au premier ministre (M. Mulroney) de clarifier immédiatement la position de son gouvernement concernant la militarisation de l'espace et de présenter des excuses à tous les Canadiens qui participent activement au mouvement pacifiste.

### Article 21 du Règlement

#### LE CONSEIL DE RECHERCHES MÉDICALES

LES CONSÉQUENCES DES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES

**Mme Barbara Sparrow (Calgary-Sud):** Monsieur le Président, le Conseil de recherches médicales du Canada risque de perdre environ 30 millions de dollars pour le financement de la recherche dans l'année qui vient.

Bon nombre de fondations et d'instituts de recherche essaient de fournir des fonds pour les travaux de recherche, mais une proportion importante de leurs ressources sert à procurer des locaux pour la recherche, des installations de soutien des soins et des capitaux d'amorçage pour des projets pilotes. Ces éléments sont essentiels à un programme de recherches efficace mais ne sont soutenus par aucun organisme important de financement de l'extérieur. Les milieux scientifiques comptent donc sur les organismes de financement de l'extérieur pour obtenir une portion importante du financement de leurs travaux.

Le Conseil de recherches médicales du Canada vient au premier rang de ces organismes de financement, et toute diminution de ses ressources aura des répercussions immédiates et draconiennes sur des programmes établis de recherche de classe internationale. Je cherche à obtenir du gouvernement l'assurance qu'on n'imposera pas de réductions budgétaires dans les domaines du financement de la recherche scientifique et médicale.

\* \* \*

#### L'AIDE EXTÉRIEURE

L'ÉTHIOPIE—LE BESOIN D'AIDE

**Mme Lynn McDonald (Broadview-Greenwood):** Monsieur le Président, une délégation de représentants des trois partis rentre d'Éthiopie. Il y a unanimité au sein des partis tant sur l'impression que nous laisse la famine qui sévit dans ce pays que sur l'action que le Canada doit entreprendre. La famine qui sévit est aussi catastrophique que ce que nous voyons à la télévision. Les gens meurent de faim.

Il importe que le Canada intervienne massivement en envoyant des vivres pour secourir les victimes de la famine parce que la situation ne peut qu'empirer l'an prochain. Parce que les agriculteurs ne peuvent pas cultiver la terre et que les éleveurs n'ont pas de pâturages, la production accuse une baisse considérable. Alors que nous accordons des secours alimentaires d'urgence, il ne faut pas que nous réduisions l'aide au développement.

L'Éthiopie, comme les autres pays qui sont frappés par la famine, a besoin, pour atteindre l'autarcie en agriculture, d'une intervention massive dans les domaines du reboisement, de l'amélioration agricole et de projets d'adduction d'eau. C'est une action que le Canada peut entreprendre avec compétence. Nous avons des connaissances technologiques et une abondance de produits alimentaires dont nous pouvons faire don généreusement. Les Nations Unies veulent recueillir 1.3 million de tonnes de céréales. Le Canada devrait pour sa part fournir au moins 200,000 tonnes pour remédier à une situation tragique qui frappe une région du monde dont nous sommes tous les citoyens.